Les Facs sont pour les étudiants, pas pour les CRS !

Non au distanciel, non aux fermetures !

Le refus d'entendre les revendications : le gouvernement seul responsable

Aux revendications portées par des centaines de milliers, lycéens, étudiants, salariés, à de multiples reprises depuis plus de deux mois, à commencer par celle d'abrogation de Parcoursup, le gouvernement refuse de répondre, muré dans le mépris et le déni de démocratie.

L'escalade de la répression

En parallèle, le gouvernement utilise toutes les forces de répression dont il dispose et dont le bilan, faut-il le rappeler, est tragique : 7 amputés, 11 éborgnés, 18 traumas cranio-faciaux graves, 63 autres blessures graves, un mort (chiffres du chirurgien Laurent Thines).

Copiloté par le ministre de l'Intérieur, celui de l'Éducation nationale déchaîne les foudres des conseils de disciplines contre des lycéens qui n'ont commis aucune infraction grave aux règlements intérieurs et n'ont pour seul tort que d'avoir voulu librement s'exprimer (voir le communiqué de la FNEC FP-FO).

Des CRS tous les jours dans les universités !

Les interventions de CRS dans les universités sont récurrentes : à Jussieu (Sorbonne université), à Paris 3 Sorbonne-Nouvelle, à Toulouse, à Strasbourg, à Nancy et Metz, à Nantes, à Montpellier, à Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, etc. Ce qui était tout à fait exceptionnel devient habituel, au mépris des droits fondamentaux les plus anciens, en particulier les franchises universitaires.

Tout ceci est « indigne d'une démocratie » comme le rappelle avec force un communiqué du Collège des sociétés académiques savantes de France.

Présidences et directions d'établissements en accompagnement

En parallèle, beaucoup de présidences et directions appliquent les deux circulaires ministérielles (des 13 octobre et 7 novembre), et ferment à tour de bras tout ou partie des établissements, empêchant étudiants ou personnels de se réunir.

Ces mêmes circulaires tordent au maximum les textes législatifs et réglementaires pour imposer, outre les fermetures, le « distanciel » pour les cours ou même les évaluations.

Placer la légitime mobilisation des étudiants sous le boisseau des « circonstances exceptionnelles » qui permettraient de procéder à des évaluations en distanciel, c'est disqualifier le mouvement de la jeunesse et l'ensemble des revendications qu'il porte !

Pour FO ESR :

- La répression doit absolument s'arrêter, dans l'ESR comme partout. Les revendications des lycéens, étudiants et salariés doivent être entendues et satisfaites.
- Les établissements doivent rester ouverts, les étudiants doivent pouvoir s'y réunir en étant libres de déterminer les modalités de leur mobilisation, tout comme les personnels. Les CRS hors de nos Facs !
- Les cours prévus pendant les fermetures qui ont eu lieu (officielles ou subreptices) doivent être considérés comme faits, aucun télétravail ne doit être imposé aux personnels BIATSS.
- Les évaluations ou contrôles de connaissances ne doivent porter que sur les cours qui ont pu être dispensés en présence des étudiants, elles doivent être pratiquées exclusivement en présentiel
- Dans ce cadre, les collègues doivent être libres d'organiser, en toute liberté pédagogique, les éventuels « rattrapages » de cours, les adaptations des modalités de contrôle des connaissances et des évaluations, ceci quitte à envisager des décalages de sessions d'examens.

Les revendications des lycéens et étudiants sont les nôtres !

FO ESR appelle les personnels à se réunir en AG, à mettre au vote la grève, qui est le meilleur soutien à ces revendications, à se mobiliser avec les étudiants, le jeudi 26 novembre, partout en France !

(voir l'appel intersyndical)

Montreuil, le 23 novembre 2026